



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Résultats • (Page 08)

Disney attire abonnés et estivants

Disney a séduit au-delà des attentes d'avril à juin, aussi bien du côté des plateformes de ...

Europe

Avec la pandémie, louer une voiture devient inabordable

Durant les confinements, les loueurs de véhicules ont écremé leur parc automobile.

Résultat: ... • (Page 08)



Togo / administration publique

VALKEN'S consulting outille les secrétaires de direction



Financement de l'entrepreneuriat

PAEIJ-SP, 13 milliards FCFA alloués à 20 PME/PMI

• (Page 03)

Banque mondiale

Publication de l'état financier de l'exercice 2021

Le Conseil des administrateurs du Groupe de la Banque mondiale a approuvé le ... • (Page 02)

Bons de soutien

La BCEAO ouvre d'un guichet spécial de refinancement

Pour conforter la reprise économique en cours et l'asseoir sur des bases solides, les États membres de l'UEMOA ... • (Page 12)

Relance hors réseau COVID-19

BAD, un investissement SEFA de 20 millions de dollars

La Banque africaine de développement (BAD) a conclu la clôture financière des ... • (Page 06)

Changement climatique

La troisième édition de Week-Eco tenue à Atakpamé

La troisième édition de Week-Eco, s'est tenue du 12 au 15 Août 2021 à Atakpamé, ... • (Page 11)

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	548,000	5,005	766,500	606,000	439,750	84,500	148,750
Vente	655,957	555,000	5,065	773,500	612,000	446,750	86,250	151,500

Source : BCEAO

Banque mondiale

Publication de l'état financier de l'exercice 2021

Le Conseil des administrateurs du Groupe de la Banque mondiale a approuvé le 5 août 2021, les états financiers vérifiés pour l'exercice budgétaire 2021 (couvrant la période allant du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021).



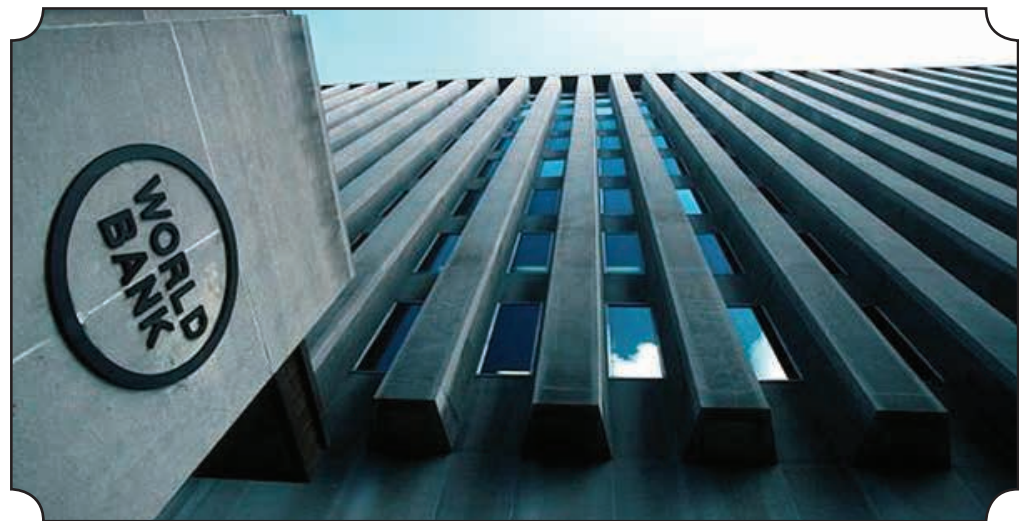
● Le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass

● Eyram AKAKPO

Ces documents publiés par l'institution témoignent de la solidité de la position financière du Groupe de la Banque mondiale, de la demande soutenue de financements, y compris du fait de la pandémie de COVID-19 et de l'aggravation de la pauvreté, et du soutien renouvelé de ses actionnaires et des marchés financiers. Une part importante des engagements pour l'exercice 2021 a soutenu des mesures liées aux conséquences sanitaires et économiques de la COVID-19. En réponse à l'épidémie mondiale, le Groupe de la Banque mondiale a porté ses engagements à 84,3 milliards de dollars, soit une hausse de 15 % par rapport à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2021, le Groupe de la

Banque mondiale a débloqué 4,7 milliards de dollars de financements nouvellement approuvés pour des vaccins au profit de 54 pays. Malgré un niveau soutenu d'activité tout au long de l'exercice écoulé, le Groupe de la Banque mondiale a continué de faire preuve de prudence budgétaire, en réduisant les coûts administratifs bruts par rapport à l'exercice 2020. « Face à l'aggravation de la pauvreté et des inégalités et aux conséquences de la COVID-19, le Groupe de la Banque mondiale a engagé 157 milliards de dollars sur 15 mois. Ce niveau de mobilisation sans précédent a aidé les pays à renforcer leurs systèmes de santé, protéger les pauvres et les personnes vulnérables, soutenir les emplois et les entreprises, promouvoir la croissance économique et jeter les bases

d'une reprise verte, résiliente et inclusive », indique le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass. Les états financiers disponibles comprennent le rapport de gestion de quatre institutions du Groupe de la Banque mondiale, notamment la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (IBRD), qui apporte des prêts et des conseils aux pays à revenu intermédiaire ; l'Association internationale de développement (IDA), le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres ; la Société financière internationale (IFI), chargée des opérations avec le secteur privé ; et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), qui a pour mandat de favoriser les investissements directs étrangers à fort impact dans les pays en développement.



AUX DECIDEURS ...
Stabiliser la planète

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a averti dans un récent rapport que le changement climatique et ses conséquences sont là. Existe-t-il encore une opportunité d'atténuer certains des dangers et de revenir à un lieu de sécurité relative pour l'humanité ?

Le défi de survivre aux 50 prochaines années est maintenant considéré comme une crise existentielle à l'échelle de la planète ; nous devons travailler ensemble de toute urgence, juste pour assurer un avenir à court terme à la civilisation humaine. Les schémas météorologiques mondiaux sont violemment perturbés.

La seule façon d'inverser certains de ces schémas catastrophiques et de retrouver une sorte de stabilité des systèmes climatiques et météorologiques est la « réparation du climat ».

Environ 70 % des économies mondiales ont des engagements de zéro émission nette sur des échelles de temps variables, mais cela est arrivé trop tard pour rétablir la stabilité climatique.

Le GIEC a demandé des progrès accélérés sur cette trajectoire, mais quoi qu'il arrive, les taux d'émission actuels de gaz à effet de serre dans l'atmosphère impliquent un réchauffement global de 1,5°C d'ici 2030 et bien plus de 2°C au-dessus du niveau pré-industriel d'ici la fin du siècle – un résultat dévastateur.

Retirer le CO₂ et les gaz à effet de serre équivalents de l'atmosphère, avec l'objectif de revenir à 350 ppm (parties par million) d'ici 2100, implique de créer de nouveaux « puits » de CO₂ – des réserves à long terme d'où le CO₂ ne peut s'échapper. Les puits fonctionnent à de nombreuses échelles, la plantation de forêts, la restauration des mangroves, la préservation des zones humides et de la tourbe étant tous d'une importance cruciale.

De très grands projets, tels que la restauration du plateau de Loess en Chine, démontrent une élimination évolutive du CO₂, avec de multiples avantages supplémentaires en termes de production alimentaire, d'amélioration de la biodiversité et de stabilisation des conditions météorologiques.

La restauration de l'habitat peut également avoir un sens économique. Aux Philippines, la mangrove fait l'objet d'une analyse coûts-avantages. La mangrove capte quatre fois plus de carbone que la même zone de forêt tropicale, fournit de nombreux services écosystémiques et protège contre les inondations, conférant des avantages socio-économiques et réduisant considérablement le coût de gestion des événements météorologiques extrêmes.

Le défi immédiat est de stabiliser la planète, d'atteindre un équilibre gérable qui donne une dernière chance de passer aux énergies renouvelables et à une économie mondiale circulaire, avec de nouvelles normes de gestion urbaine, rurale et océanique. « Réparer » cherche systématiquement à retirer la Terre des points de basculement climatiques (qui, par définition, ne peuvent se produire sans effort direct), en fournissant un cadre de soutien dans lequel « réduire » et « restaurer » peuvent se produire. Une volonté politique et sociétale est nécessaire.

L'effort le plus urgent consiste à recongeler l'Arctique, interrompant une sombre spirale d'accélération de la perte de glace, de l'élévation du niveau de la mer - et de l'accélération du changement climatique et des violents changements météorologiques mondiaux qu'ils provoquent. Les températures arctiques ont augmenté beaucoup plus rapidement (et de plus en plus) que les températures moyennes mondiales, par rapport aux niveaux préindustriels. La figure 1 le montre clairement de 1850 à nos jours. Il est vital de faire reculer le monde de ce point de basculement de la fonte des glaces et de réparer l'Arctique le plus rapidement possible. L'éclaircissement des nuages marins dans lequel des pompes flottantes à énergie solaire pulvérisent du sel vers le haut pour éclaircir les nuages et créer une barrière réfléchissante entre le Soleil et l'océan, est connu pour refroidir les surfaces océaniques et est un moyen prometteur de favoriser le refroidissement estival de l'Arctique.

Ce que nous ferons au cours des cinq prochaines années détermine la viabilité de l'avenir de l'humanité. Même si nous réduisons nos aspirations à la « survie », en nous fixant sur une échelle de temps d'environ 50 ans, les défis sont de taille. L'humanité mérite mieux.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo / administration publique

VALKEN’S consulting outille les secrétaires de direction

Une formation des secrétaires et assistants de direction de l'administration centrale sur les nouvelles dimensions du métier, la modernisation et la maîtrise des outils de gestion des priorités et du temps s'est ouverte, lundi 16 août 2021 à Lomé. Dix jours durant, sous la houlette du cabinet VALKEN’S consulting, les participants auront à renforcer les capacités dans leur domaine de compétence.

• Joël YANCLO

De façon spécifique, cette session de formation vous permettra d’approfondir vos connaissances sur la déontologie du secrétariat administratif et son organisation pratique, de développer une communication positive vis-à-vis des usagers de l’administration publique, de pouvoir trier, sélectionner l’information et la conserver au mieux pour apporter une valeur ajoutée aux tâches administratives de vos différents services et directions », a indiqué le ministre délégué Kokou Eké HODIN, en charge de l’enseignement technique et de l’artisanat au Togo. Durant dix jours, secrétaires et assistants de direction de l’administration centrale seront formés sur l’organisation du secrétariat, la communication et l’accueil au secrétariat, la gestion et la conservation de l’information, la correspondance, les écrits administratifs et sur l’utilisation des outils bureautiques. Valentine SAMA, Directrice



• De gauche à droite, Valentine SAMA, Directrice exécutive du cabinet, VALKEN’S consulting ; le Ministre de l’enseignement technique et de l’artisanat, Kokou Eké HODIN et le Directeur de cabinet, Ikélé Kossi ASSEDI.

exécutive du cabinet VALKEN’S consulting a félicité le ministre délégué chargé de l’enseignement technique et de l’artisanat pour cette initiative qu’est de renforcer les capacités des secrétaires de l’administration centrale sur un thème évocateur à savoir « Gestion efficiente et efficace du secrétariat : nouvelles dimensions du métier, modernisation et maîtrise des outils de gestion des priorités et du temps ». Cet atelier de formation des secrétaires

et assistants de direction de l’administration centrale togolaise vise à mettre à jour leurs compétences et à développer en eux des aptitudes professionnelles nécessaires afin de répondre parfaitement aux exigences du nouvel environnement de travail national et international. Ce qui s’inscrit dans la droite ligne de la vision du chef de l’Etat, Faure Essozimna GNASSINGBE déclinée le Plan national de développement et la feuille de route

gouvernementale 2020-2025. Cela dénote indubitablement de l’importance toute particulière qu’accorde le gouvernement à ce sous-secteur considéré comme l’un des leviers pour booster l’économie nationale et contribuer à l’atteinte des objectifs du PND en disposant d’un capital humain bien formé et performant. Ainsi, l’intérêt de cette formation n’est plus à démontrer puisqu’il se situe dans la droite ligne des priorités relative au renforcement

de capacités techniques et professionnelles. Pour la tenue de cette formation, le Fonds national d’apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) n’a ménagé aucun effort pour appuyer le ministère en charge de l’enseignement technique de l’artisanat à assurer de façon pérenne la mission d’éducation et de formation qui lui est assignée. Les objectifs

de cette session de formation seront atteints à travers les différents modules qui seront développés dont l’Organisation du secrétariat : déontologie ; la Communication et l’accueil au secrétariat ; la Gestion et conservation de l’information : courrier et classement ; la Correspondance et les écrits administratifs ; la Gestion du temps et des priorités.



• Photo de Famille



• Vue partielle des participants

Commerce international

La CNUCED et l'IATA étendent leur partenariat

L'Association du transport aérien international (IATA) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ont étendu leur partenariat, le 12 août 2011 sur l'intégration réussie des normes de messagerie du fret aérien (Cargo-XML) dans le système automatisé de gestion douanière de la CNUCED, ASYCUDAWorld.

• Vivien ATAKPABEM

Les deux organisations tireront parti de leur leadership dans leurs domaines respectifs pour stimuler le commerce électronique dans les pays en développement grâce à l’amélioration des échanges de données commerciales. L’Association du transport aérien international (IATA) et la CNUCED ont étendu leur collaboration pour faciliter le commerce international, en particulier le commerce électronique. Le partenariat prolongé enrichira leur his-

toire de collaboration. Cela comprend l’intégration réussie des normes de messagerie du fret aérien (Cargo-XML) dans le système automatisé de gestion douanière de la CNUCED, ASYCUDAWorld. Pour les 100 pays qui choisissent de déployer la dernière version de SYDONIAWorld, cela permet un traitement plus efficace des expéditions de fret aérien. « Grâce à ce partenariat élargi, nous sommes impatients de tirer parti du leadership de la CNUCED et de l’IATA dans leurs domaines respectifs pour stimuler le commerce

électronique dans les pays en développement grâce à de meilleurs échanges de données commerciales », a déclaré Shamika N. Siri-manne, directrice de la technologie et de la logistique de la CNUCED.

Intensifier la collaboration

La prochaine étape de la collaboration consistera à permettre à SYDONIAWorld de gérer plus efficacement les envois de commerce électronique. Il inclura l’ajout d’une évaluation des risques



pour les envois de courrier et la facilitation de l’accès à la plate-forme d’identification et de connectivité améliorées des partenaires (EPIC) de l’IATA. Cela permettra aux autorités douanières de partager les exigences en matière d’informations préalables sur le fret/courrier tout au long de la chaîne d’approvisionnement numérisée (compa-

gnies aériennes, transitaires, agents au sol et fournisseurs de services de messagerie tiers). La collaboration comprendra également l’échange potentiel d’informations électroniques opérationnelles supplémentaires telles que les règles de fret aérien, les horaires de vol et d’autres qui peuvent aider les agents des douanes dans leurs évaluations des risques. « La CNUCED et l’IATA travaillent ensemble pour soutenir les opportunités économiques du commerce électronique en modernisant l’échange de données néces-

saire au dédouanement », a déclaré Nick Careen, vice-président principal de l’IATA pour les opérations, la sûreté et la sécurité. « Les normes mondiales permettent d’obtenir des informations précises et des évaluations des risques efficaces. Cela favorise à son tour une conformité plus stricte et contribuera à une chaîne d’approvisionnement sûre, ce qui devrait donner aux autorités la confiance nécessaire pour moderniser les processus », a ajouté Careen.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l’Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d’inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor’s
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Financement de l'entrepreneuriat

PAEIJ-SP, 13 milliards FCFA alloués à 20 PME/PMI

Le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs du Togo (PAEIJ-SP) a accordé en quatre ans d'existence (2016-2020), 13,3 milliards FCFA de crédits à 20 PME/PMI, 774 primo-entrepreneurs individuels et 1159 primo-entrepreneurs en groupement.

• Nicole ESSO

Lancé en avril 2016 par le Gouvernement afin de créer les conditions d'une croissance inclusive, à travers la promotion de l'entrepreneuriat et l'auto-emploi des jeunes surtout dans le secteur agricole, le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs du Togo (PAEIJ-SP) a obtenu des résultats probants. En quatre ans d'engagements le projet a facilité l'accès au financement d'environ 1500 primo-entrepreneurs, et la création de 35 000 emplois directs, particulièrement dans les Savanes, la Centrale et les Plateaux. Au total 13,3 milliards FCFA de crédits ont été alloués à 20 PME/PMI,



PROJET D'APPUI À L'EMPLOYABILITÉ ET À L'INSERTION DES JEUNES DANS LES SECTEURS PORTEURS

774 primo-entrepreneurs individuels et 1159 primo-entrepreneurs en groupement. Egalement, l'initiative appuyée depuis ses débuts par la Banque africaine de développement (BAD) a formé des institutions bancaires sur le financement des chaînes de valeur agricole et la gestion des systèmes d'information du marché du travail.

En novembre dernier, alors à un an de son échéance, le PAEIJ-SP avait dépassé les prévisions initiales, jouant, un rôle prépondérant dans les performances du Togo sur le marché bio international, grâce aux entreprises comme JCAT ou Agrokom.

Objectifs du projet
Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des

jeunes dans les secteurs porteurs du Togo (PAEIJ-SP) a pour objectif de contribuer à créer les conditions d'une croissance économique plus inclusive à travers le renforcement de l'employabilité des jeunes et la promotion de l'entrepreneuriat dans les secteurs porteurs. Il cible les filières maïs, manioc, soja, petits ruminants et volailles. Les objectifs spécifiques sont : l'appui aux Entreprises de Services et Organisation de Producteurs (ESOP) qui présentent les profils requis, l'appui aux primo-entrepreneurs et les producteurs tout au long des chaînes de valeur agricoles (CVA) identifiés, l'appui aux jeunes diplômés en gestion d'entreprises afin de les former à l'accompagnement à l'entrepreneuriat.

Bénéficiaires
La population directement touchée est de près de 150 000 personnes issues des régions les plus pauvres (Savanes, Centrale et plateaux). La population qui sera indirectement impactées issue des régions de l'intérieur s'élève à 2 600 285 dont 50,7% de femmes. Le projet visera spécifiquement 12 PME structurantes établies, 1200 jeunes entrepreneurs (dont 30% de femmes), 14 200 producteurs/éleveurs (dont 40% de femmes) et 200 femmes issues des villages ruraux et vulnérables, 1000 jeunes formés dans les centres de formation professionnelle (FP) appuyés par le projet dont 40% de femme. Les autres cibles du projet sont ainsi 4 institutions de

microfinances (IMF) et une institution financière (IF) et les 5 centres de formation dans ces mêmes régions afin de former les jeunes dans les métiers porteurs. Le Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ-SP) est un projet de l'Etat Togolais initié par le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBAJEJ). Il répond à la préoccupation de l'emploi des jeunes au Togo et promeut l'entrepreneuriat dans les secteurs porteurs, notamment le secteur agricole.



JIJ 2021

Le Togo célèbre ses jeunes agro-entrepreneurs

Comme chaque année, le Togo a commémoré le 12 août la Journée internationale de la Jeunesse (JIJ). L'événement institué par les Nations unies depuis 1999, est l'occasion pour les Etats de célébrer le rôle de la jeunesse dans le développement des sociétés, et promouvoir sa participation dans les processus décisionnels.

Célébrée sur le plan national sous le thème de « La jeunesse au cœur des transformations du système alimentaire et la création d'emplois inclusifs durables », l'édition 2021 a été l'occasion d'une conférence-débat semi virtuelle à Lomé, et d'une cérémonie de récompense de divers lauréats. "Au Togo, nous avons choisi de placer la célébration autour de ce thème afin de réaffirmer la reconnaissance du rôle de la jeunesse entreprenante dans la construction d'une croissance économique forte, inclusive, durable et résiliente", a expliqué le ministre chargé de la jeunesse, Myriam Dossou d'Almeida. Pour l'officielle, la thématique est également l'opportunité de souligner "la volonté inébranlable du gouvernement de soutenir cette jeunesse afin qu'elle exprime tout son potentiel et propose des solutions innovantes pour relever les défis



économiques et sociétaux" actuels. Des défis qui sont principalement "la création d'emploi massif, la nutrition et la sécurité alimentaire durables, le développement durable, l'innovation, ou encore la paix". "Nous sommes fiers d'avoir des JCAT, des AGROKOM, des NSCPA, des CHAMPISO, des NATUTHE, des TANKO TIMATI, des TOGOSIME, des JUNABIO, etc. Nous sommes fiers de tous ces champions qui honorent notre pays par leurs réussites entrepreneuriales tant dans le domaine agroalimentaire que dans les autres secteurs",

a déclaré le ministre, avant d'inviter les jeunes à redoubler d'ardeur.

Des associations de jeunes récompensées

Les activités ont par ailleurs été marquées par des remises de chèque à 20 associations de jeunes déclarées lauréates à la suite du concours annuel d'appels à projets. En tout, près de 10 millions FCFA ont été accordés à ces derniers, de même que des kits d'insertion socioprofessionnelle pour des artisans. Togo Officiel

Coopération

Le CEOMP financé à plus d'un milliards FCFA

L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Togo, Eric Stromayer, a procédé le 12 août 2021, à la cérémonie de remise d'infrastructure au Centre d'entraînement aux opérations de maintien de la paix de Lomé (CEOMP).

• Eyram AKAKPO

Le complexe composé entre autres de 37 bâtiments d'hébergement de soldats, de latrines aménagées, d'une buanderie, d'un bâtiment de deux étages abritant les bureaux et salles de classe des cadres formateurs, d'une clinique médicale, d'un conteneur frigorifique et d'une nouvelle unité de cuisine est financé à hauteur de 2 millions de dollars, soit environ 1119 000 000 FCFA par Global Peace Operations Initiative (GPOI) des États-Unis. Ces installations selon l'ambassadeur permettront d'améliorer les capacités de formation du CEOMP. « Nous espérons qu'à travers la poursuite de notre engagement avec le Togo, nous trouverons le moyen de travailler ensemble pour réduire les dangers auxquels les troupes togolaises font face au Mali », a indiqué Eric Stromayer, avant de rappeler que « le soutien apporté aujourd'hui

par GPOI consiste essentiellement en formation des formateurs et en mentorat au moment de la formation des troupes à déployer dans le cadre de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) ». Le Chef d'Etat-major de l'armée de terre, col Coleman Kassawa, représentant le chef d'Etat-major général des Forces armées togolaises (FAT), a remercié le gouvernement américain pour l'initiative. « Conscient du fait que la sécurité des Etats se joue au-delà même de leurs frontières, aucun Etat ne peut ainsi garantir la sécurité de ses populations en cantonnant ses forces à l'intérieur de son espace géographique. Notre pays le Togo, l'a très tôt compris et s'est inscrit dans la dynamique d'envoyer ses forces hors de ses frontières, afin d'aider les pays frères en crise sécuritaire », a-t-il indiqué. Selon le diplo-

mate américain, le GPOI depuis 2009, a aidé à former plus de 17.000 togolais et investi environ 28 millions de dollars pour soutenir les efforts du Togo en matière de maintien de la paix. Le GPOI est un programme d'aide à la sécurité financé par le gouvernement des Etats-Unis et destiné à améliorer la capacité internationale à mener efficacement les opérations de soutien de la paix des Nations Unies. Le programme renforce les capacités des pays, partenaires à former et à maintenir des compétences en matière de maintien de la paix, en augmentant le nombre de troupes militaires et d'unités de police formées (FPU) disponibles pour le déploiement et en facilitant la préparation, le soutien logistique et le déploiement des unités militaires et des FPU dans les opérations de soutien de la paix.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES (OTR)**Section I- Avis d'Appel d'Offres International Restreint (AAOIR)****AOIR n° 002/2021/OTR/CG/CSG/PRMP**

1. L'Office Togolais des Recettes (OTR) envisage la construction de deux (02) bâtiments à usage de bureaux en mode Partenariat Public Privé (PPP) et a l'intention d'utiliser ses fonds propres pour effectuer des remboursements du financement réalisé par les ou l'Entrepreneur (s) retenu (s) au titre du marché de **construction de deux (02) bâtiments à usage de bureaux**, objet du présent Avis d'Appel d'Offres International.
2. L'OTR sollicite des offres sous plis fermés de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises et inscrits sur la liste restreinte ci-après tirée des meilleurs contribuables (les plus civiques) des grandes entreprises du secteur des BTP :

N°	SOUSSIONNAIRES	ADRESSES
1	CENTRO	189 RUE ATOETA, TOKOIN DOUMASSESE Lomé Tel : 22 22 56 83/93 19 75 26. E-mail : info@centro-togo.com/centro_tg@yahoo.fr
2	SORUBAT - TOGO	300 RUE des Notaires non loin du CEG ATTIKPA Tel : 22 21 70 08; e-mail : contact.soroubattg@gmail.com
3	ANANDA	101, RUE AFOWUIME 143. TKW Tel : 70 45 87 40/90 05 84 08 ; e-mail : ananda.btp@yahoo.com
4	EGC S.A (ENTREPRISE DE GENIE CIVIL)	BRETELLE de KLIKAME Lomé ; Tel : 22 50 22 96 ; egc.togo@egc-togo.com/egc.togo@yahoo.fr
5	GROUPE ECOSAB SA	AVEDJI Limousine près d'ANSAT Lomé ; Tel : 90 05 88 14/ 22 45 75 94
6	EEBTP SARLU	RUE148 DE LA PHARMACIE LA VIGU AGBALEPEDO Lomé Tel : 90 29 70 15/ 22 25 14 10 ; e-mail : contact@eebtp.com

PBT

- ✓ avoir exécuté de manière satisfaisante et terminé au moins un (01) marché de construction au cours des huit (08) dernières années de complexité similaire ;
- ✓ avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen au cours des trois (03) dernières années (2018, 2019 et 2020) au moins égale à 1 fois le montant de son offre en francs CFA ;
- ✓ fournir la preuve écrite et ferme de capacité financière (disponibilité de liquidité financière) attestant que le soumissionnaire a accès à des facilités de crédits d'un montant permanent équivalent au moins à 1 fois le montant de son offre en francs CFA ; et
- ✓ être en règle avec l'administration publique en présentant dans l'offre les pièces administratives indiquées au point 11.1 des Données Particulières du Dossier d'Appel d'Offres (DPAO).

Voir les Données Particulières du Dossier d'Appel d'Offres (DPAO) pour les informations détaillées.

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de **Cent mille (100 000) francs CFA**. Le paiement s'effectuera en espèces au Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics, 41, rue des impôts ; 1^{er} étage du bâtiment de l'IFFD. Le Dossier d'appel d'offres sera remis main à main.

8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après :

Siège de l'Office Togolais des Recettes, Commissariat Général, Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics, 1^{er} étage de l'immeuble de l'Institut de Formation Fiscale et Douanière de l'OTR, 41, rue des impôts ; Lomé-Togo, Tél : 22 53 14 82.

au plus tard le **28 SEPT 2021** à 10 h 00 mn Temps Universel (TU). La soumission des offres par voie électronique n'est pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

9. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission, d'un montant de :

Lot 1 : Quatre-Vingt-Dix Millions (90 000 000) francs CFA ; et

Lot 2 : Cinquante Millions (50 000 000) francs CFA.

x

10. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de 120 jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifiées au point 19.1 des IC et au DPAO.

11. Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaitent y assister, à l'adresse ci-dessous indiquée, le même jour du **28 SEPT 2021** à 10 h 30 mn, à la Salle de réunion de la Personne Responsable des Marchés Publics, sise au 1^{er} étage de l'immeuble de l'Institut de Formation Fiscale et Douanière de l'OTR, 41, rue des impôts.

Lomé, le **1^{er} AOÛT 2021**

Le Commissaire Général


Philippe Kokou B. TCHODIE

viii

Le marché des travaux de construction de deux (02) bâtiments à usage de bureaux à réaliser est réparti en deux (02) lots comme suit :

- Lot 1 : Construction d'un bâtiment en R+5 annexe au siège de l'OTR ; et
- Lot 2 : Construction d'un bâtiment en R+7 sur le site de la Direction du Cadastre, de la Conservation Foncière et de l'Enregistrement (DCCFE) sis à Tokoin Doumassesse.

Aucune variante n'est autorisée.

NB : Un candidat peut soumissionner pour l'ensemble des deux (02) lots et en être attributaire s'il remplit les critères de qualification cumulés énoncés dans le Dossier d'Appel d'Offres.

3. Le délai d'exécution maximale non cumulable est de :
Pour le lot 1 : Vingt-Quatre (24) mois ; et
Pour le lot 2 : Dix-huit (18) mois.
4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres International Restreint en mode Partenariat Public Privé (PPP) tel que défini par la réglementation en vigueur, et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats retenus sur la liste restreinte peuvent obtenir des informations auprès de **Monsieur la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) de l'OTR**, et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres en français, de lundi à vendredi, de **08 h 30 à 12 h 00 mn et de 15 h 00 mn à 17 h 00 mn**, à l'adresse ci-dessous mentionnées :

Siège de l'Office Togolais des Recettes, Commissariat Général, Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics, 1^{er} étage de l'immeuble de l'Institut de Formation Fiscale et Douanière de l'OTR, 41, rue des impôts ; BP 20 823 Lomé-Togo, Tél : 22 53 14 82. E-mail : marches-publics@otr.tg

6. Les exigences en matière de qualification sont :

PBT

Relance hors réseau COVID-19

BAD, un investissement SEFA de 20 millions de dollars

La Banque africaine de développement (BAD) a conclu la clôture financière des accords de financement d'un investissement concessionnel de 20 millions de dollars du Fonds pour l'énergie durable pour l'Afrique (SEFA) pour la plate-forme de récupération hors réseau (CRP) Covid-19.

● Nicole ESSO

L'initiative de financement mixte de 50 millions de dollars sur 5 ans est conçue pour fournir des capitaux de secours et de récupération aux entreprises d'accès à l'énergie, les soutenant pendant et au-delà de la pandémie. Les accords de prêt concessionnel ont été signés avec les gestionnaires de fonds Lion's Head Global Partners, Triple Jump et Social Investment Managers and Advisors, à la suite de l'approbation par le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement en décembre 2020 pour un investissement concessionnel de 20 millions de dollars du Fonds pour l'énergie durable. Pour l'Afrique (SEFA), pour établir la plate-forme. « Lion's Head est extrêmement reconnaissant du soutien de la BAD, en particulier de l'équipe SEFA et des bailleurs de fonds, pour le développement de cet instrument de co-investissement innovant et catalytique. Les marchés africains ont été touchés de manière disproportionnée par COVID-19 en raison du manque d'infrastructures, de vulnérabilités macroéconomiques, en particulier en termes de chocs monétaires et de crédit et d'un protectionnisme mondial croissant », a déclaré Harry Guinness, directeur général du Fonds d'accès à l'énergie hors réseau, qui fait partie du Facilité plus large pour l'inclusion énergétique. « La plate-forme de récupération hors réseau COVID-19 arrive à un moment critique pour les entreprises d'accès à l'énergie en phase de démarrage touchées par COVID-19 et per-



met à l'Energy Entrepreneurs Growth Fund de continuer à libérer des capitaux flexibles dans le secteur à un moment où le capital-risque est de plus en plus rare », a déclaré Jan-Henrik Kuhlmann, responsable de l'énergie durable chez Triple Jump. La plate-forme aide les entreprises commercialisant des systèmes solaires domestiques, des mini-réseaux verts, une cuisine propre et d'autres solutions d'accès aux énergies renouvelables à atténuer les impacts de la pandémie et à assurer une reprise commerciale solide de l'industrie. Asad Mahmood, PDG et associé directeur de Social Investment Managers and Advisors, a déclaré : « De nombreuses petites entreprises ont gravement souffert pendant la crise du COVID-19. Les efforts de secours de la Banque africaine de développement sont axés sur le marché et flexibles et aideront à tirer parti des fonds existants pour, en fin de compte, aider les entreprises de distribution d'énergie en Afrique. » « L'impact de la pandémie de COVID-19 met en péril les immenses progrès réalisés au cours de la dernière décennie en matière d'électrification grâce aux technologies hors réseau à travers l'Afrique. Nous sommes ravis que cette initiative augmente la résilience du secteur et sommes

impatients de travailler en étroite collaboration avec nos partenaires pour protéger les services d'accès à l'énergie et permettre une expansion continue des activités pendant et au-delà de la crise », a déclaré Joao Duarte Cunha, chef de division pour les énergies renouvelables à la Banque africaine de développement.

À propos de SEFA

SEFA est un fonds spécial géré par la Banque africaine de développement qui fournit un financement catalytique pour les énergies renouvelables. L'objectif primordial de SEFA est de contribuer à l'accès universel à des services énergétiques abordables, fiables, durables et modernes pour tous en Afrique, conformément au New Deal de la Banque sur l'énergie pour l'Afrique et à l'Objectif de développement durable 7. SEFA a été créé en 2011 en partenariat avec le gouvernement du Danemark et a depuis reçu des contributions des gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Italie, de la Norvège, de l'Espagne et de la Suède, du Fonds de développement nordique et de l'Allemagne. SEFA est hébergé au sein du Département des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (PERN) au sein du complexe Énergie, énergie, climat et croissance verte (PEVP).

Ghana

Un partenaire allemand pour le projet pilote de monnaie digitale

La Banque centrale du Ghana (BOG) a annoncé avoir signé un accord avec une entreprise allemande, Giesecke Devrient (GD), pour mettre en œuvre son projet pilote de monnaie numérique dénommée « E-cedi ». Dans un communiqué parvenu à la presse, vendredi 13 août, l'institut d'émission a indiqué que la société basée à Munich fournira toute la technologie nécessaire pour mettre en place le Digital Cedi.

La banque centrale a souligné que « cette monnaie virtuelle devrait être testée avec des banques, des prestataires de services de paiement, entre autres des commerçants », ajoutant « qu'au cours de la phase d'essai, une étude visant à examiner « l'acceptation de l'e-Cedi du point de vue des utilisateurs finaux » sera également entreprise ». Pour sa part, le gouverneur de la Banque centrale, Ernest Addison, a soutenu que cette

monnaie virtuelle offre une excellente opportunité de construire au pays un secteur financier solide, inclusif, compétitif et durable. Le patron de la banque centrale a ajouté que ce projet est une étape importante vers le positionnement du Ghana pour tirer pleinement parti de ce concept émergent. Par ailleurs, la BOG a informé que ce projet fait partie du « Digital Ghana Agenda », une initiative visant à numériser le pays de 30 millions

d'habitants et de ses services gouvernementaux. L'e-cedi est destiné à compléter et à servir d'alternative numérique à l'argent physique. Il a également pour mission de faciliter les paiements sans compte bancaire, contrat ou smartphone, et, ce faisant, à stimuler l'utilisation des services numériques. Pour rappel, la banque centrale a annoncé au mois de juillet dernier qu'elle va procéder au lancement du projet pilote de monnaie numérique dès le mois de septembre prochain. Avec financialafrik.com

Nigeria

La culture de fleurs, la nouvelle reconversion des jeunes

Une nouvelle expérience pour les jeunes du Nigéria. En effet, face à la forte demande de fleurs sur les marchés occidentaux, de nombreux jeunes s'intéressent de plus en plus à cette filière en pleine croissance sur le continent africain. Au Nigéria, l'activité constitue une opportunité de se lancer dans l'entrepreneuriat.

Dans l'Etat du Plateau au Nigéria, relate Aisha Moyouzame à Ecofin, la localité de Jos voit se développer une activité de culture et de commercialisation de fleurs. Les jardins prolifèrent et embellissent les paysages, dans un climat favorable à cette culture. On y retrouve différents types de plantes à différents stades de croissance, de la pépinière à la maturité. La clientèle est constituée de locaux comme d'étrangers. Les jardins de fleurs de Jos sont pour la plupart entretenus par des jeunes qui s'aventurent dans la floriculture du fait de son potentiel économique. Opah Haruna, qui dirige l'un des jardins, a révélé sur le média local Daily Trust qu'elle s'y était mise par amour des plantes, et parce que c'était devenu une entreprise rentable. Polycarp Ishaya, un autre propriétaire, a déclaré à Ecofin qu'il s'était lancé dans cette activité au départ en raison du manque d'emplois dans le pays, mais qu'aujourd'hui, il s'y intéresse et aime ce qu'il fait, car il gagne bien sa vie. La consommation de fleurs naturelles est peu ancrée dans les habitudes des Africains, alors que le continent possède un climat favorable à leur culture. Depuis quelques



années néanmoins, la floriculture gagne du terrain dans des pays comme le Kenya, l'Ethiopie et le Rwanda qui sont les plus grands producteurs sur le continent. Parmi les clients européens fréquents, les Pays-Bas, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Selon M. Moyouzame, les horticulteurs de Jos importent les plants de l'étranger. Parmi les variétés figurent les silver fern, la persicaire amplexicaule, les arums géants noirs et verts, les pepperomia ou encore des plantes de décoration. Elles sont vendues en fonction du niveau de croissance, à un prix allant de 500 à 100 000 nairas l'unité (1, 22 à 244 dollars). En plus de rehausser l'esthétique des rues nigérianes, les fleurs créent des emplois dans le pays et rapportent des gains aux horticulteurs. Toutefois,

la filière fait face à certains défis, surtout ceux liés à la saison sèche et aux maladies des plantes. « Comme la pluie ne tombe pas pendant la saison sèche, nous souffrons pour arroser les plantes et les garder vivantes et fraîches, et aussi pour les faire pousser rapidement. Nous devons donc stocker du fumier pendant la saison sèche et l'appliquer sur les plantes pour qu'elles puissent bien pousser avec un minimum d'eau. Les plantes souffrent également de maladies causées par les insectes », a déploré un horticulteur. La demande étant très forte malgré tout, la floriculture constitue une opportunité pour les jeunes confrontés au chômage, d'entreprendre dans ce secteur en pleine croissance.

Avec VivAfrik

Sénégal

Le développement des projets pétroliers suit un « un rythme satisfaisant »

L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) a fait part que le développement des projets pétrolier (Sangomar) et gazier (GTA) au Sénégal se poursuit « à un rythme satisfaisant » en perspective du début de la production de ces ressources en 2023.

La campagne de forage des puits de développement du champ Sangomar a débuté le mercredi 14 juillet 2021, a révélé cette instance chargée de renforcer les systèmes gouvernementaux et d'entreprise du secteur des industries extractives. L'appareil de forage Ocean BlackRhino « est arrivé, le 10 juillet 2021, à l'emplacement du premier puits de développement, dénommé SNP-20, du champ Sangomar », indique l'ITIE, citant un communiqué de PETROSEN, la Société des pétroles du Sénégal. Le communiqué de l'ITIE renchérit que « le puits SNP-20 fait partie des 21 puits de développement de la phase 1 du projet, qui permettront de produire à partir du quatrième trimestre 2023 près de 100 000 barils de pétrole par jour ». La compagnie renseigne que les

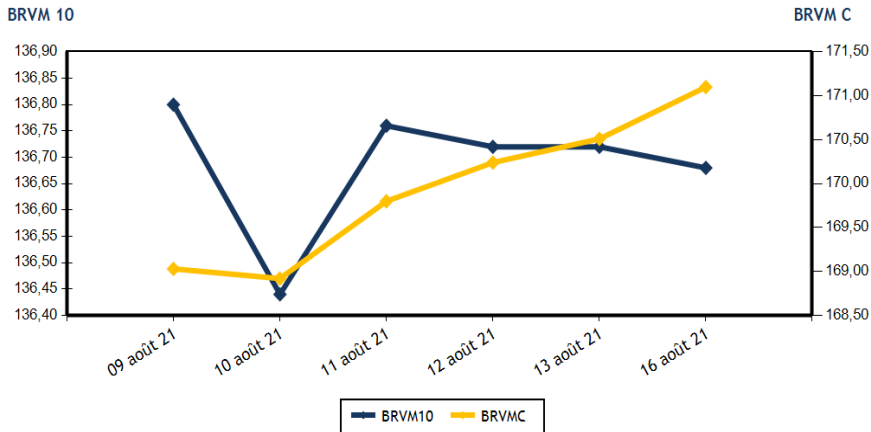
puits seront forés par deux navires de forage, l'Ocean BlackRhino de Diamond Offshore et l'Ocean BlackHawk. « L'Ocean BlackRhino est arrivé dans les eaux sénégalaises le 8 juillet 2021 et l'Ocean BlackHawk arrivera mi-2022 », renseigne-t-elle, ajoutant que « la phase 1 de développement du champ de Sangomar comprendra une installation flottante autonome de stockage et de déchargement de production (FSPO dénommé d'après Léopold Sédar Senghor) ». « Le contrat du FPSO a été attribué au japonais MODEC en décembre 2020. La conversion d'un très gros transporteur de brut (VLCC) en FPSO pour le projet Sangomar a déjà commencé au chantier naval chinois Cosco Shipping Heavy et elle prendra environ deux ans », poursuit l'ITIE.

Selon l'organisation internationale, le navire de 323 m de long est arrivé à Dalian, en Chine, à la mi-février 2021 après un voyage de plus de 4 000 km depuis Batam en Indonésie. Aussi assure-t-elle que le projet gazier Grande Tortue Ahmeyim (GTA), en collaboration avec la Mauritanie, se déroule également selon le calendrier des travaux. Rappelons qu'entre 2014 et 2016, d'importantes découvertes de pétrole et de gaz ont été faites au large des eaux sénégalaises et à cheval entre la Mauritanie et le Sénégal. Le premier baril de pétrole sénégalais est attendu en 2023, pour des réserves estimées à environ 630 millions de barils, sur le seul champ de Sangomar, une des quatre découvertes du pays.

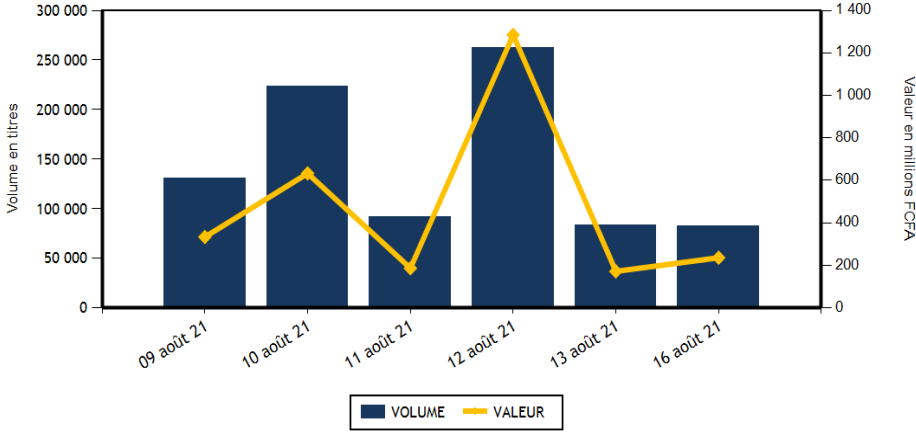
Avec VivAfrik

BRVM 10	136,68	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 156 lundi 16 août 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	171,10
Variation Jour	 -0,03 %		Variation Jour	 0,35 %
Variation annuelle	 4,43 %		Variation annuelle	 17,70 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 149 330 136 181	0,35 %
Volume échangé (Actions & Droits)	78 474	-5,63 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	191 274 685	11,64 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	14	-26,32 %
Nombre de titres en baisse	16	128,57 %
Nombre de titres inchangés	11	-21,43 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 932 715 509 456	-0,06 %
Volume échangé	4 446	6 846,88 %
Valeur transigée (FCFA)	44 777 585	7 980,65 %
Nombre de titres transigés	3	0,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	121 700	7,46 %	139,10 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 355	7,29 %	57,53 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 990	6,99 %	23,60 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	390	6,85 %	69,57 %
SICABLE CI (CABC)	1 380	5,75 %	36,63 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	4 565	-6,93 %	271,14 %
SAFCA CI (SAFC)	610	-5,43 %	117,86 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	795	-4,79 %	120,83 %
SAPH CI (SPHC)	3 515	-4,48 %	151,07 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 400	-3,45 %	12,90 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	87,40	2,97 %	141,10 %	8 959	5 637 980	17,45
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	444,50	0,38 %	8,29 %	32 858	120 226 320	7,66
BRVM - FINANCES	15	61,68	0,28 %	2,82 %	25 901	48 215 690	12,69
BRVM - TRANSPORT	2	452,68	0,00 %	19,54 %	657	1 225 795	7,53
BRVM - AGRICULTURE	5	173,81	-1,01 %	100,84 %	2 454	5 833 825	11,49
BRVM - DISTRIBUTION	7	311,24	-1,72 %	37,46 %	7 348	9 932 660	19,05
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	832,87	-2,88 %	141,07 %	297	202 415	3,91
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,93	
Taux de rendement moyen du marché	7,41	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,53	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	93	
Volume moyen annuel par séance	225 109,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 248 712 687,76	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,33	
Ratio moyen de satisfaction	14,81	
Ratio moyen de tendance	1 115,97	
Ratio moyen de couverture	8,96	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	3,25	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE, Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brym@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Economie

Les réglementations n'entravent pas les affaires des géants de la Tech

Malgré des pressions toujours plus fortes sur Apple, Facebook ou Amazon, leur valeur en bourse atteint des sommets.

Les géants technologiques américains font face à une pression accrue des autorités, qui menacent de les forcer à céder des activités, mais ils continuent d'afficher une santé insolente en Bourse. Les titres d'Apple, Facebook, Amazon et Alphabet (mère de Google) ont de nouveau tuteuré des sommets historiques ces dernières semaines, aidés par des profits records au deuxième trimestre. Leur valeur boursière culmine pour chacun d'entre eux au-dessus de 1.000 milliards de dollars, Apple ayant même dépassé 2000 milliards. Sur un an, Alphabet a pris 80%, Facebook 40% et Apple 30%. Amazon est relativement stable après avoir atteint des sommets historiques en juillet. Microsoft, qui dépasse aussi les 2000 milliards de valeur boursière, échappe pour l'instant aux radars des régulateurs. Le gouvernement du président Biden a pourtant adopté une



posture plus agressive avec ces grands noms, notamment en nommant des personnalités critiques de ce secteur au sein de l'autorité américaine de la concurrence (FTC). La juriste Lina Khan a pris la tête de l'institution en juin, une femme de 32 ans réputée pour son hostilité aux monopoles des grandes plateformes technologiques.

Scissions

Parmi les griefs reprochés à ces géants, la mainmise d'Apple et Google sur le marché des applications mobiles, le manque de concurrence dans un marché publicitaire numérique dominé par Facebook et Google, et des conditions inéquitable pour les

vendeurs indépendants sur Amazon.com. Des poursuites de la FTC pour pratiques anticoncurrentielles pourraient en outre obliger Facebook à se séparer d'Instagram et WhatsApp. Mais malgré les discours fermes et les protocoles d'accords financiers dans des litiges antitrust aux Etats-Unis et en Europe, les «Big Tech» n'ont pas vu leur élan freiné. Ils ont dans le même temps pu compter sur le soutien involontaire du gouvernement chinois, qui a lancé une puissante répression des plus grosses sociétés nationales cotées. Celle-ci «a été tellement forte qu'elle a mené les investisseurs de la tech chinoise à la tech américaine», observe Daniel

Ives, analyste pour Wedbush Securities. Tant sur le plan juridique que législatif, les observateurs pensent que toute action des autorités pourrait prendre des années à se concrétiser, et faire l'objet de contestations. Etant donné les mesures législatives controversées nécessaires pour parvenir à une telle sanction, «les scissions de tels groupes sont quasiment impossibles», estime Daniel Newman, analyste pour Futurum Research. D'autant que le Congrès est très divisé, renchérit Dan Ives. «Tant que les investisseurs ne verront pas de consensus sur les projets de réglementation antitrust, ils verront là un risque modéré (pour les entreprises) et continueront donc d'acquiescer des actions technologiques», pense-t-il.

Milliards de dollars d'amendes

L'issue la plus probable, selon Daniel Newman, est l'imposition d'amendes de milliards de dollars pour ces entreprises qui s'adapte-

raient par la même occasion aux changements réglementaires. Elles «ont davantage de ressources et de connaissances du secteur que les régulateurs», ajoute-t-il. Ces sociétés sont également très exposées en matière de réglementation sur la confidentialité des données et la modération des contenus, selon Tracy Li, de la société d'investissement Capital Group. Toutefois, «les inquiétudes concernant la vie privée ou les contenus pourraient les renforcer plutôt que les affaiblir», car «ces entreprises disposent souvent de protocoles bien en place et ont davantage de ressources pour s'attaquer aux questions de confidentialité et de droit», affirme-t-elle sur son blog. C'est l'une des différences majeures entre régulateurs et grandes plateformes: elles peuvent innover rapidement tandis que les institutions subissent les lenteurs propres au rôle de gendarme. Facebook, par exemple, se prépare déjà à un futur qui

ne sera plus dominé par les réseaux sociaux mais par le «métavers», un «méta-univers» où réel et virtuel vont se confondre grâce aux technologies de réalité virtuelle et augmentée. Les évolutions réglementaires pourraient avoir «un impact significatif» sur le groupe, note l'analyste indépendant Eric Seufert, «mais l'échelle même de Facebook et la trajectoire de croissance de la publicité numérique rendent cela plus aisé à supporter». «La mine d'or (...) est loin d'être épuisée», ajoute-t-il. D'une façon générale, ces entreprises ont profité de leur assise pour croître encore davantage pendant la pandémie en proposant des services innovants à des consommateurs captifs. «C'est devenu extrêmement difficile pour les nouveaux entrants de percer», observe M. Newman. Pour les investisseurs, cela signifie que «personne d'autre ne peut créer de valeur aussi rapidement».

(AFP)

Résultats

Disney attire abonnés et estivants

Disney a séduit au-delà des attentes d'avril à juin, aussi bien du côté des plateformes de streaming que dans les parcs d'attractions, et le variant Delta du Covid ne devrait pas trop affecter ses activités cet été.

Disney+ compte désormais 116 millions d'abonnés, bien au-delà des attentes du marché, d'après le communiqué de résultats du groupe américain publié jeudi. Le service de streaming a gagné plus de 12 millions de souscriptions supplémentaires depuis fin mars, malgré l'augmentation de son prix mensuel de base à 8 dollars en avril. Les analystes escomptaient seulement entre 113 et 114 millions d'adhérents. Le chiffre est suivi de près, pour voir si le service continue de croître malgré la sortie progressive de la pandémie, qui a largement contribué à son succès depuis son lancement fin 2019. «Maintenant que Disney+ a été lancé dans la plupart des marchés majeurs, le travail difficile commence. Il va falloir continuer à attirer de nouveaux abonnés tout en conservant ceux qui ont déjà souscrit», a souligné Eric Haggstrom du cabinet eMarketer. Mais «le catalogue de streaming de Disney constitue la concurrence la plus importante pour Netflix, et Disney+ gagne du terrain rapidement sur le leader du secteur», a-t-il ajouté. Sans compter les sorties de nouveaux titres, comme la série télévisée «Loki» de Marvel ou le dernier film d'animation de Pixar, «Luca», pen-



dant le trimestre écoulé. «Nos plateformes marchent très bien», s'est félicité le patron de la firme, Bob Chapek. «Nous avons désormais 174 millions d'abonnements en tout à Disney+, ESPN+ (sports, ndlr) et Hulu, et de nombreux nouveaux contenus sur le point d'être diffusés», comme la comédie musicale West Side Story de Steven Spielberg, dont la sortie a été reportée à décembre 2021.

Salle temps pour les salles de cinéma

Il y a deux ans, Disney produisait des contenus pour les cinémas et chaînes de télévision. Désormais, le géant du divertissement a accès directement à son public via le streaming et les salles dépendent de son bon-vouloir. Un phénomène accéléré par la pandémie et même le variant Delta qui se propage en ce moment. «Nous n'avions pas anticipé, et personne d'autre non plus, la résurgence du Covid avec le variant, qui a un impact significatif sur le marché»

de la distribution des films, a admis Bob Chapek. Le patron a rappelé que le groupe avait choisi de privilégier la flexibilité, pour être capable «de suivre le consommateur où qu'il aille». Et «quand les salles ont rouvert, il y avait une immense réticence du public à revenir», a-t-il insisté. Le film «Black Widow» est ainsi sorti en même temps sur Disney+ et dans les cinémas, ce qui vaut à la firme californienne des poursuites en justice de la star Scarlett Johansson. Elle accuse Disney de rupture de contrat lui ayant coûté des millions de dollars, car la sortie en ligne aurait affecté les recettes au box-office. «Les tactiques de Disney autour des sorties en salles vont avoir des conséquences importantes sur l'industrie», a commenté l'analyste Joe McCormack de Third Bridge. «Les experts estiment que s'ils continuent à sortir les films le même jour en personne et sur la plateforme, ils pourraient potentiellement diviser par deux l'industrie des cinémas.»

(AFP)

Europe

Avec la pandémie, louer une voiture devient inabordable

Durant les confinements, les loueurs de véhicules ont écrié leur parc automobile. Résultat: il y a désormais peu de choix et les prix changent au gré des arrivées de touristes.

Louer une voiture continue à être un casse-tête cet été dans les zones les plus touristiques d'Europe, les stocks de voitures étant au plus bas avec la crise sanitaire. L'Italienne Sara Matteuzzi, 33 ans, voulait partir chez des amis aux Canaries et a cherché une voiture. «Les agences locales conseillées par mes amis sur place n'avaient plus de véhicules. Les grandes agences proposaient des voitures à mille euros la semaine», regrette la jeune Italienne, qui a finalement décidé de rester au pays. Selon le comparateur Carigami, les prix sont restés très hauts depuis le début de l'été en France, à 363 euros la semaine en moyenne, contre 277 en 2019; de même en Italie à 402 euros (contre 250 euros il y a deux ans). Les prix ont en revanche légèrement baissé depuis le début de l'été en Espagne et au Portugal, autour de 230 euros. La situation varie de ville en ville: à la gare romaine de Termini, loueurs comme touristes ne rencontraient pas de difficultés particulières mardi, selon un journaliste de l'AFP. A Athènes par contre, une petite Fiat 500 était disponible entre 500 et 800 euros pour une semaine mi-août. Dans les Baléares, à Majorque comme à Ibiza, les prix ont doublé depuis 2019. «Certains clients nous disent



que la location leur coûte plus cher que leur hôtel», souligne Catalina Martorell, de la fédération locale de loueurs.

Stocks réduits de voitures

«C'est ce qu'on appelle «une tempête parfaite», explique Juan Luis Barahona, de la fédération espagnole des loueurs (Feneval). «Au cœur de la pandémie l'année dernière, les loueurs ont perdu tout leur chiffre d'affaires et ont été contraints pour survivre de vendre plus de véhicules que d'habitude. Ensuite, les banques ont durci les conditions pour obtenir des crédits. Et les constructeurs ont moins produit de véhicules, notamment à cause de la crise des semi-conducteurs», explique Juan Luis Barahona. Après une année 2020 catastrophique,

les grands loueurs se sont un peu repris au premier semestre, mais Hertz comme Europcar ont continué d'afficher des pertes. La situation n'est pas «homogène»: elle change de zone en zone, et concerne moins certains petits loueurs qui n'ont pas autant coupé dans leurs flottes que les grands groupes, souligne Juan Luis Barahona. Certains loueurs se fournissent dans les pays voisins, d'autres commencent à s'intéresser au marché de l'occasion. Les prix varient de semaine en semaine, selon les arrivées en Espagne des touristes allemands ou anglais, notamment, mais ils restent hauts, avec une offre limitée et une forte demande. «On adorerait fournir des voitures à tout le monde, et ce serait plus rentable de louer plus de voitures et moins cher...» souligne Juan Luis Barahona.

(AFPE)

Rendez-vous économiques			
EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rdc Business Forum29	29 au 30 juillet 2021	Kinshasa et en ligne	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com
Benin Investment Forum	26 au 27 août 2021	Bénin	Néant
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrica.org/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE

finance

Bélier La prudence en matière d'argent n'a jamais été votre qualité dominante, et ce n'est pas cette fois que cela va commencer ! Heureusement, vous vous gardez de prendre des risques excessifs, ou bien de vous lancer dans des opérations mal préparées ou par trop hasardeuses. Si bien que vous serez en mesure de faire fructifier vos ressources et d'améliorer votre pouvoir d'achat. D'autant plus que vous aurez un flair extraordinaire pour dénicher les bonnes affaires.

Taureau Avec le Soleil culminant au milieu de votre Ciel, la chance en affaires devrait être au rendez-vous cette fois. Vous ne pourrez que réussir vos coups les plus audacieux. Des occasions inespérées vont se présenter ; saisissez-les au passage, mais traitez-les sans précipitation si vous voulez avoir les meilleures chances d'en profiter. En effet, "l'homme pressé cherche la porte et passe devant" (Goethe).

Gémeaux Vous aurez à faire face à des difficultés d'ordre financier. Il vaudrait mieux différer certains achats non urgents ou pas vraiment indispensables. Méfiez-vous de vos envies actuelles : certaines d'entre elles se révéleront passagères ou tout à fait futiles.

Cancer Ce ne sont pas des bonnes affaires et des placements intéressants qui manqueront aujourd'hui. Vous n'aurez que l'embarras du choix. Mais il faudra rester vigilant pour ne pas engager vos économies dans un projet perdu d'avance.

Lion Pas de souci à vous faire côté argent. Mais ne vous attendez pas non plus à des rentrées mirobolantes. Les astres ayant déserté vos secteurs liés aux finances, libre à vous de faire ce qui vous plaît. Quels que soient vos choix, vous aurez toujours la possibilité de les rectifier sans trop de difficultés.

Vierge Pourquoi ne pas acheter un billet de loterie ? Avec la chance que vous avez en ce moment, vous pourriez gagner le gros lot ou du moins sauver votre mise. Mais ne dépensez pas ce que vous n'aurez pas gagné.

Balance L'influence de Mars en cet aspect sera à double tranchant. Vous pourrez faire fructifier vos ressources à vue d'oeil ; mais vous aurez tendance à prendre trop de risques à peine justifiés.

Scorpion Avec cet aspect de Mercure, vous risquez de disposer d'un budget plus serré que d'habitude. Certains devront rembourser une dette d'urgence, d'autres devront faire face à un achat indispensable dont ils se seraient bien passés.

Sagittaire Vous aurez probablement l'occasion de réaliser des bénéfices importants si vous gérez vos intérêts avec vigilance. Reste que la Lune est tout de même un astre assez imprévisible et que certains d'entre vous pourront connaître une déception ou des contretemps. Faites notamment attention si vous avez de l'argent placé en Bourse ; cette planète n'étant jamais favorable à ce type de placements, ce ne sera pas le moment de jouer avec le feu !

Capricorne Cela ne va pas vous plaire, mais vous serez obligé cette fois de renoncer à certaines fantaisies coûteuses. Mieux vaudra placer votre argent que le dépenser en gadgets très vite inutiles.

Verseau Neptune, l'un des astres qui dirige pour vous le plan financier, agira de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à devenir un excellent gestionnaire. Aucun risque donc de vous voir jeter de l'argent par la fenêtre ; au contraire, vous saurez gagner de l'argent et le faire fructifier de façon avisée.

Poissons "Tous nous ne sommes jamais contents de ce que nous avons" : ce mot de Térence s'appliquera bon nombre de natifs du signe, dont les appétits et les désirs seront aiguisés par les radiations de Jupiter.

LE JOURNAL DES DECIDEURS

L'économiste

du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Recrutement d'une Agence de Voyages pour la Commission de la CEDEAO



Date : 09 Août 2021 - 29 Août 2021

Institution : Abuja, Nigeria

Contact :

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT (AAOI)

Recrutement d'une Agence de Voyages pour la Commission de la CEDEAO

Date: 09 Aout 2021

AOI No : COM/AOI/01/2021

1. La Commission de la CEDEAO, dans le cadre de l'exécution de son budget 2021, souhaite procéder au Recrutement d'une Agence de Voyages justifiant d'une expertise avérée qui se chargera de la gestion des divers aspects liés aux déplacements officiels incluant (sans pour autant se limiter) l'émission de billets, les réservations d'hôtel, les conseils prodigués aux voyageurs, l'assistance dans le cadre des formalités liées au transport des dépouilles mortelles et, au besoin, aux autres services connexes.

2. L'objectif principal est la fourniture d'un service de gestion des voyages et autres services connexes, au meilleur coût, pour les Membres du Personnels et/ou leurs personnes à charge (pour des voyages officiels et non officiels), les Consultants, les Représentants des Gouvernements et les Participants aux réunions ou en mission officielle pour le compte de la Commission de la CEDEAO.

3. La Commission de la CEDEAO invite à présent les Agences de Voyages dûment enregistrées dans leur pays d'origine à soumissionner au marché de Recrutement d'une Agence de Voyages pour le compte de la Commission de la CEDEAO (Lot unique). Les Agences de Voyages des États Membres de la CEDEAO non enregistrés au Nigéria et qui n'y opèrent pas doivent avoir

un partenaire local dûment enregistré et autorisé à opérer au Nigeria. Ceci est dû au fait que seules les Agences basées au Nigeria peuvent émettre des billets d'avion de compagnies telles que British Airways, Lufthansa, Emirates et quelques autres à des tarifs abordables mais aussi du fait que la majorité des voyages de la Commission ont pour point de départ le Nigeria.

Remarque: Les Agences de Voyages enregistrées en dehors de la région CEDEAO sont tenues d'entrer en partenariat ou en coentreprise avec des Agences de Voyages des États membres de la CEDEAO et d'avoir un partenaire local dûment enregistré et autorisé à opérer au Nigeria, pour être éligible à participer à cet Appel d'Offres.

4. Les Agences de voyages éligibles et intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse suivante pendant les heures d'ouverture des bureaux :

Lundi au vendredi de 9h00 à 17h00, Commission de la CEDEAO, Direction de l'Administration générale, Division Passation des Marchés, 1er étage, Plot 101, Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, PMB 401 Abuja Nigéria.

Courriel : sbangoura@ecowas.int with copy to cdeh@ecowas.int; afallah@ecowas.int; orobinsonatabuh@ecowas.int; odada@ecowas.int; vtulay@ecowas.int

5. Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) est mis à la disposition des Agences Intéressées par la Division Passation des Marchés, Direction de l'Administration générale, Commission de la CEDEAO, situé au 1er étage à l'adresse ci-dessus mentionnées.

Le DAO (Français ou Anglais) est obtenu par envoi d'une demande écrite et du paiement d'une somme de Deux cent Dollars (USD 200) ou son équivalent dans une monnaie convertible acceptable par la CEDEAO, en espèces ou par chèque, et à l'ordre de la Commission de la CEDEAO, Abuja.

6. Pour les Agences intéressées et résidant à l'extérieur du Nigeria, le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) leur sera transmis par courrier et après paiement du dossier (virement bancaire au nom de la Commission de la CEDEAO). Les Coordonnées bancaires de la CEDEAO seront transmises sur demande.

7. Les Offres devront être valables pour 120 Jours à compter de la date limite de soumission des offres.

8. Les offres doivent être accompagnées de l'Original de la Garantie de soumission (garantie bancaire ou cautionnement d'assurance) d'un montant total de Cent mille Dollars US (\$100 000) ou son équivalent dans une monnaie convertible acceptable par la CEDEAO.

NB: Cette garantie de soumission doit demeurer valide pendant vingt-huit (28) jours après l'expiration de la période de validité de la soumission, ce qui porte la période de validité totale de la garantie de soumission à 148 jours. Si l'Institution bancaire émettrice de la Garantie bancaire est située en dehors des quinze (15) États membres de la CEDEAO, cet établissement financier doit avoir un Établissement financier partenaire situé dans l'un des quinze États membres pour la rendre exécutoire. Les soumissionnaires sont invités à suivre strictement cette instruction.

9. Les offres (1 Original et 3 Copies) doivent être soumises (en Anglais ou en Français) dans une enveloppe scellée et déposée dans la Boîte d'Appel d'Offres de la CEDEAO située à la Division Passation des Marchés, Direction de l'Administration Générale, 1er étage du siège de la Commission de la CEDEAO, 101, Yakubu Gowon Crescent Asokoro District, P. M. B. 401, Abuja, Nigéria au plus tard le Mercredi 29 Septembre 2021, à 11h00 (GMT+1).

10. Les offres doivent être soumises en portant clairement la mention « Recrutement d'une Agence de Voyage pour le Compte de la Commission et doivent clairement comporter une proposition technique conforme aux services requis, une proposition financière hors taxes et incluant tous les frais et les remises supportées ou accordées par l'agence de voyage.

Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires désireux d'assister à l'ouverture des plis (ouverture en ligne) le Mercredi 29 Septembre 2021 à 12h00 (GMT+1). Le lien pour l'ouverture en ligne sera communiqué aux soumissionnaires intéressés.

11. Veuillez noter que les soumissions par voie électronique ne sont pas acceptées et par conséquent ne seront pas évaluées.

12. Cet Avis d'Appel d'Offres a aussi été publié sur le site web de la CEDEAO <http://www.ecowas.int/doing-business-in-ecowas/ecowas-procurement/>

Commissaire, de l'Administration Générale et des Conférences

Changement climatique

La troisième édition de Week-Eco tenue à Atakpamé

La troisième édition de Week-Eco, s'est tenue du 12 au 15 Août 2021 à Afakpamé, une localité située à 161 Km de Lomé. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Pinizi Kossi, représentant la maire de la commune Ogou1.

- *Bernard AFAWOUBO*

Le rendez-vous annuel du plus grand forum des jeunes francophones sur le climat en Afrique dénommé "Week-Eco" s'est ouverte le jeudi 12 août à Atakpamé. Cette rencontre de grande envergure organisée et coordonnée par Ecolo trip avec le soutien d'autres organisations de jeunesse de l'Afrique francophone vise à renforcer un réseau solide de jeunes francophones porteurs de projets innovants dans la lutte contre les changements climatiques. Ainsi pendant quatre jours la troisième édition du Week-Eco a été un rendez-vous du partage de connaissances pratiques et d'expériences entre pairs. « Mon équipe et moi visons un dialogue intra et intergénérationnel permanent au sein de la jeunesse francophone engagée dans la lutte contre les changements climatiques et aspirons à un développement durable de nos communautés respectives. Nous nous sommes donnés pour objectif depuis maintenant 4 ans de mettre en lumière les projets des jeunes auprès des partenaires, de créer régulièrement un cadre d'échange entre nous jeunes pour faciliter un réseautage pour pouvoir innover, améliorer et répliquer des initiatives climats dans les pays francophones », déclare Claude Sodokin, promoteur de cet événement. Au total 50 jeunes venus de plus de 10 pays participent à cette troisième édition. Cette rencontre permettra aux jeunes de partager leurs expériences, leurs besoins et apprendre les uns des autres afin de faire avancer leurs propres campagnes et initiatives climatiques à la fois localement et mondialement. « Ici nous sommes



à ce forum pour pouvoir apprendre sur des innovations des domaines du changement climatique et aussi réseauté avec les jeunes de différents pays pour étendre si possible nos activités et impacté nos communautés. Mais déjà au Bénin nous avons mené plusieurs initiatives sur l'agroferesterie installant plusieurs plantations. Nous avons aussi mis en place un projet du nom de abeilles pour la vie qui est un projet de sensibilisation d'un grand nombre de jeunes sur l'importance de l'abeille sur l'environnement », a précisé John DARI promoteur d'Apiservices Monde, spécialisé dans l'agrobusiness spécialement sur l'agriculture et l'agroferesterie qui sont des secteurs à fort impact environnemental au Bénin. Au cours des travaux, l'opportunité sera donnée aux participants de présenter leur projet avec des périodes de restitutions brèves à travers des sessions plénières qui se tiendront. Plusieurs sujets vont meublés cette rencontre notamment l'impact du changement climatique sur des secteurs ou des industries spécifiques, sur

les énergies renouvelables, la place de l'eau dans les sociétés et comment la protéger, le rôle de la biodiversité dans la lutte contre les changements climatiques, le CO2 et les écotecnologies, sans oublier l'économie circulaire. Cette rencontre est une occasion pour ces jeunes de renforcer leur capacité sur les compétences en matière de campagne, de la gestion d'événements, de la mobilisation, de la prise de parole en public et savoir comment faire des plaidoyers dans le domaine climatique et les avantages du réseautage. Soulignons qu'à l'issue de cette rencontre, un document officiel de la Week-Eco sera élaboré et sera soumis sous forme de déclaration de la jeunesse au Youth Summit pré-COP à Milan et COY 16, COP 26 à Glasgow. Pour rappel, Ecolotrip porteur de cette initiative est une organisation créée en 2015. Elle a, à ce jour formé plus de 400 jeunes, sensibilisé plus de 10.000 jeunes et facilité la mobilité internationale de plus de 20 jeunes dans la francophonie à travers le monde.



Promotion de la consommation locale

La semaine du « consommez local » c'est du 19 au 21 Août

La plateforme « Je consomme local » organise une semaine du « consommez local » du 19 au 21 août 2021 à l'hôtel ONOMO de Lomé. Ceci dans le but de promouvoir la consommation locale dans le pays.

- *Bernard AFAWOUBO*

Initiée par Jean-Paul Dimitri TAKO, Directeur général de Tcom, une agence de marketing-communication, et créateur du concept « Je consomme local (JCL) », la semaine du « consommez local » se déroulera du 19 au 21 Août prochain. Placée sous le thème « Agro-entrepreneuriat et intégration de la démarche qualité pour une consommation locale durable », cette semaine de la sécurité alimentaire cible les acteurs et professionnels de l'agroalimentaire et les consommateurs. Il sera question au cours de la semaine de sensibiliser les populations aux questions de sécurité sanitaire des aliments ; de créer un cadre permanent de tous les cadres de la chaîne alimentaire ; de renforcer la capacité la capacité des acteurs sur les démarches qualités et les procédures de



certification (Ateliers de formation, séminaires) ; d'enregistrer davantage et promouvoir les produits locaux et de promouvoir des solutions et moyens adaptés pour renforcer la sécurité alimentaire des aliments. Plusieurs activités seront au rendez-vous de cet événement entre autres des ateliers de formations, des concours, des webinaires, des expositions, conférence et débat, rencontre B to B, d'autres encore, et une soirée diner gala

pour clôturer l'événement. Les activités en amont de la semaine de la sécurité alimentaire (Togo Food Safety Week) lancée le 15 Juillet 2021, jusqu'alors vise à promouvoir la consommation des produits locaux. En raison des enjeux auxquels sont confrontés la population en matière de sécurité alimentaire, la plateforme JCL vise par son adaptation, à devenir un régulateur ou encore épurateur dans les consommations faites par cette dernière.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

**BCEAO**BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**AVIS N° 003 - 08 - 2021 RELATIF A L'OUVERTURE D'UN GUICHET SPÉCIAL DE REFINANCEMENT A DOUZE MOIS DES BONS DE SOUTIEN ET DE RÉSILIENCE ÉMIS PAR LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA**

Pour conforter la reprise économique en cours et l'asseoir sur des bases solides, les États membres de l'UEMOA ont décidé de mobiliser des ressources sur le marché financier régional par l'émission des bons dénommés « Bons de Soutien et de Résilience », (BSR), en vue de financer les opérations prévues dans leurs budgets de l'année 2021.

En vue d'assurer les meilleures conditions financières à ces émissions, la Banque Centrale a décidé d'ouvrir un guichet spécial de refinancement d'une maturité de douze mois, dénommé « Guichet de Soutien et de Résilience ». La création de ce nouveau guichet vise à accompagner les États en assurant la liquidité de ces titres. Sur ce guichet, les BSR pourront être refinancés au taux minimum de soumission aux adjudications de la Banque Centrale, qui est actuellement de 2,00%.

Le guichet spécial sera maintenu ouvert sur la durée de vie des Bons de Soutien et de Résilience. Par ailleurs, les BSR sont également éligibles sur les guichets ordinaires de refinancement de la Banque Centrale. Le refinancement des BSR sur le Guichet de Soutien et de Résilience se fera, à la demande des banques, dans un délai de 30 jours à compter de leur date d'émission.

Par cette décision, la Banque Centrale entend renforcer son appui aux États pour la mobilisation de ressources financières stables et à faible coût en vue de conforter la reprise économique dans l'UEMOA. Elle réaffirme à cet égard son engagement à poursuivre, dans le cadre de son mandat, ses efforts de soutien à la stabilité macroéconomique dans l'Union, dans le contexte de la pandémie à Covid-19.

Fait à Dakar, le 12 août 2021

LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST